



Votre contrat POLYBAT
n° AR 393 261

MONTAUBAN CARRELAGE
1450 AVENUE DE COS
82000 MONTAUBAN

Attestation d'assurance

Paris, le 28 mai 2023

L'entreprise d'assurance Generali Iard atteste que MONTAUBAN CARRELAGE, numéro de Siret 54004214000017, demeurant 1450 AVENUE DE COS 82000 MONTAUBAN, est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilités de nature décennale n°AR 393 261 pour la période de validité du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024 couvrant les activités professionnelles suivantes :

- Revêtement de surfaces en matériaux durs - Chapes et sols coulés

1. PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P⁽¹⁾ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P⁽²⁾,
 - pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

- (1) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).
- (2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).
- (3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).





Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p> <p>Elle est gérée en capitalisation.</p>	<p>- Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p> <p>- Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p> <p>- En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	<p>6 000 000 EUR par sinistre</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	

4. RESPONSABILITÉ CIVILE

Sont également couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré du fait des activités déclarées ci-avant pour les dommages extérieurs à l'ouvrage pendant et après les travaux.

Seules les garanties mentionnées dans le tableau ci-dessous sont souscrites pour les montants précisés :

Garantie	Montant et Franchise	
Responsabilité Civile Générale		
Tous dommages confondus Ce plafond englobant	9 000 000 EUR	non indexés par sinistre Franchise : néant
Fautes inexcusables Accidents de travail Maladies professionnelles	1 500 000 EUR	par période d'assurance quel que soit le nombre de victimes Franchise : néant
Dommages matériels garantis et Dommages immatériels en résultant	2 500 000 EUR	par sinistre Franchise 10% des dommages mini 1000 EUR maxi 2000 EUR
Atteintes à l'environnement d'origine accidentelle	500 000 EUR	non indexés par période d'assurance Franchise 3000 EUR par sinistre
Dommages matériels et immatériels en résultant causés aux biens confiés et/ou prêtés	100 000 EUR	par sinistre Franchise 10% des dommages mini 750 EUR maxi 2000EUR
Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel et Dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel non garanti	200 000 EUR	par sinistre Franchise 10% des dommages mini 1000 EUR maxi 4000 EUR

Garantie	Montant et Franchise	
RC Après livraison des travaux, services, produits		
Tous dommages confondus dont	2 500 000 EUR	par période d'assurance Franchise par sinistre 10% des dommages mini 1000 EUR maxi 4000 EUR
Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel et Dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel non garanti	200 000 EUR	par période d'assurance Franchise par sinistre 10% des dommages mini 1000 EUR maxi 4000 EUR

Garantie	Montant et Franchise	
Garantie des travaux de l'assuré		
Garantie des travaux de l'assuré	300 000 EUR	par sinistre Franchise 10% des dommages mini 1500 EUR maxi 6000EUR

La garantie couvre les réclamations survenues pendant la période de validité mentionnée ci-dessus sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période. Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.



5. DÉFINITIONS DES ACTIVITÉS

La nomenclature des activités ci-après fait référence à des critères de définitions communs à l'ensemble des assureurs (décision de la FFSA d'uniformiser la nomenclature du BTP).

Afin de faciliter sa lecture le terme "Réalisation" a été retenu. Ce terme comprend la conception, la mise en œuvre y compris la préparation de supports, la transformation, la réparation, la maintenance et l'entretien.

La nomenclature prend en compte les travaux accessoires et/ou complémentaires qu'un constructeur peut être amené à réaliser dans le cadre de son activité. Les travaux accessoires couverts sont détaillés pour chaque activité. Ils ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si c'était le cas, pour être garantis, ils devraient être déclarés comme une activité à part entière.

LOTS DIVISIONS - AMENAGEMENTS

Revêtement de surfaces en matériaux durs - Chapes et sols coulés

Réalisation de revêtement de surfaces en carrelage ou en tout autre produit en matériaux durs, naturels ou artificiels (hors agrafages, attaches), chapes et sols coulés.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de :

- pose de résilient acoustique ou d'isolation sous chape ou formes flottantes,
- étanchéité sous carrelage non immergé,
- protection par imperméabilisation des supports de carrelage et faïence.

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations



N° de gestion 2012B00120

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 13 juillet 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 540 042 140 R.C.S. Montauban
Date d'immatriculation 23/02/2012
Dénomination ou raison sociale **MONTAUBAN CARRELAGE**
Forme juridique Société à responsabilité limitée
Capital social 15 000,00 Euros
Adresse du siège 1450 Avenue de Cos 82000 Montauban
Activités principales Pose de carrelage et de revêtement de sols.
Durée de la personne morale Jusqu'au 22/02/2111
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms MERZ Fabien Jean
Date et lieu de naissance Le 13/04/1963 à Montauban (82)
Nationalité Française
Domicile personnel 1500 Chemin de Deymié 82000 Montauban

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 1450 Avenue de Cos 82000 Montauban
Activité(s) exercée(s) Pose de carrelage et de revêtement de sols.
Date de commencement d'activité 15/02/2012
Origine du fonds ou de l'activité Achat
Création pour partie et achat pour "carrelage, petits travaux de bâtiment"
Précédent propriétaire
Nom, prénoms MERZ Fabien, Jean
Immatriculation au RCS, numéro 381 553 833 RCS Montauban
Nom du journal d'annonces légales Le petit journal
Date de parution 17/03/2012
Mode d'exploitation Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné : **MR MERL FABRIEN**

Agissant au nom et pour le compte de la société : **SARL Montauban Carrelage**

1. Atteste sur l'honneur conformément à l'article D8222-5 3° du code du Travail relatif au travail dissimulé que s'agissant de l'opération visée en référence :
 - tout salarié est embauché après qu'une déclaration nominative soit effectuée auprès des organismes de protection sociale, conformément aux articles L.1221-10 du code du Travail,
 - il sera remis aux salariés, un bulletin de paye dont un double sera conservé pendant 5 ans, conformément à l'article L.3243-1 et suivants du code du Travail,
 - Le bulletin de paye remis aux salariés est conforme aux dispositions de l'article R.3243-1 du code du Travail.
 - Le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3, L320, R320 et suivants du Code du Travail 2012.
2. Atteste sur l'honneur conformément à l'article D8222-5 1°b) du code du Travail relatif au travail dissimulé avoir procédé au dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de la présente attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.
3. Atteste sur l'honneur, conformément à l'article 27 de la loi n°97-210 du 11 mars 97 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal, que la société n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du Travail.
4. Déclare sur l'honneur, conformément aux articles 44 du code des Marchés Publics et 38 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des Marchés Publics, que je, ou la société que je représente, ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir telle qu'elle est prévue en application de l'article 43 du code précité, de l'article 8 de l'ordonnance précitée et de l'article 29 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Fait à

Le

(signature)

Montauban
24 . 11 . 2023

MONTAUBAN CARRELAGE SARL
1450 Avenue de Cos - Z.I. Nord
82000 MONTAUBAN
Tél : 06 07 67 07 57
Siret : 540 042 140 00026